

72^e RENCONTRE DU CRIPS ÎLE-DE-FRANCE

QUESTIONS DE GENRE

TU TAM N'GUYEN

La Cité des sciences et de l'industrie de la Villette a le grand plaisir d'accueillir la 72^e rencontre du Crips. Celui-ci est un des partenaires les plus fidèles de la Cité de la santé grâce auquel les services d'une bibliothèque scientifique et médicale ont pu être étendus à un espace d'accueil, d'orientation et de conseil.

ANTONIO UGIDOS

Merci Tu Tam N'Guyen d'accueillir aujourd'hui la 72^e rencontre du Crips organisée dans le cadre de la Journée internationale des femmes. À l'issue de cette rencontre, se déroulera le vernissage de l'exposition « Nous, les hommes et les femmes » regroupant les 10 affiches lauréates issues du concours « Étudiants, tous à Chaumont ! » organisé par le Crips en partenariat avec le Festival international de l'affiche de Chaumont.

DANIELLE MESSAGER

Cette question du genre est posée aujourd'hui pour ouvrir la discussion sur la pluralité et comprendre comment se construit l'identité sexuelle. Nous verrons aussi comment le genre féminin a fait son apparition dans l'histoire, les liens entre condition des femmes et personnes homosexuelles, également dénigrées et opprimées, les avancées constatées depuis une dizaine d'années mais aussi l'immense travail à faire pour que les mentalités évoluent.

Nous allons maintenant entrer dans le cœur du sujet avec Delphine Naudier, chargée de recherches au CNRS, unité Culture et Société urbaine qui va nous présenter un bref historique de la notion de genre.

Rencontre du 5 mars 2009. Les rencontres du Crips Île-de-France sont organisées avec le soutien de la Direction régionale des Affaires sanitaires et sociales d'Île-de-France.

Contentons
nous
de faire
réfléchir
n'essayons pas
de convaincre
Georges Braque



CENTRE RÉGIONAL
DE RESSOURCES
D'INFORMATION ET
DE PRÉVENTION
SUR LE VIH/SIDA,
LES IST, LES HÉPATITES,
L'ÉDUCATION À LA VIE
AFFECTIVE ET SEXUELLE,
LES DROGUES,
LES DÉPENDANCES ET
LES CONDUITES À RISQUE
CHEZ LES JEUNES

Tour
Maine-Montparnasse
BP53 /
75755 Paris cedex 15
tél **01 56 80 33 33**
fax **01 56 80 33 00**
www.lecrisp-idf.net
info@lecrisp.net

ouvert au public
du **lundi** au **vendredi**
de **13h** à **19h**

 **îledeFrance**



PREFECTURE DE LA REGION
D'ÎLE-DE-FRANCE

DELPHINE NAUDIER

**CHARGÉE DE RECHERCHE,
UNITÉ CULTURES ET SOCIÉTÉS URBAINES,
CNRS, UNIVERSITÉ PARIS 8**

Historique de la notion de genre

La question du genre est un véritable enjeu de la recherche féminine et féministe et notamment entre chercheurs États-Uniens et chercheurs européens, en particuliers français. C'est parce que les femmes se sont battues et ont revendiqué leurs droits, parallèlement à l'évolution de leur scolarisation depuis près de deux siècles, que ces réflexions se sont amorcées et ont été rendues visibles. Les études désormais labellisées « Gender Studies » ou rapports sociaux de sexe ont connu, certes avec difficultés, une institutionnalisation progressive. Pendant longtemps, on ne disposait pas d'un langage politique et moins encore d'un langage scientifique pour penser l'émancipation des femmes. La naturalisation des différences entre les sexes a longtemps été un élément explicatif de la position d'infériorité des femmes dans la société, justifiée par la rhétorique des différences biologiques indéniables et indépassables, donc considérées comme universelles. Et au fond, puisque les différences étaient inscrites à jamais dans les corps, dans la nature, les relations entre les hommes et les femmes n'étaient pas perçues comme problématiques. Ce statut impensable de la question du genre était également lié au fait que beaucoup de disciplines des sciences sociales comme la sociologie avaient privilégié des variables telles que la classe sociale, le capital culturel ou le rôle qui faisaient des différences hommes/femmes un critère d'analyse secondaire. C'est bien sous l'influence des mobilisations féministes qu'a été pointé le caractère non naturel de la division des rôles sexués.

En France, la question de la domination des femmes, au nom de leur appartenance sexuée et des assignations qui sont liées à cette appartenance, apparaît dans le livre de Simone de Beauvoir *Le deuxième sexe* en 1949, où elle écrit « On ne naît pas femmes, on le devient » suivi de : « Aucun destin biologique, psychique, économique ne définit la figure que revêt au sein de la société la femelle humaine. C'est l'ensemble de la société qui élabore ce produit intermédiaire entre l'homme et le castrat qu'on qualifie de féminin ». Ce paragraphe devient l'amorce d'une réflexion possible qui comporte les ferments de la lutte des femmes dans le champ féministe. Néanmoins, il aura fallu une trentaine d'années pour travailler à la disjonction des identités de sexe et de genre et, à travers cette assertion, repose tout le rapport de domination entre les sexes et l'idée que le déterminisme biologique fondé sur l'appartenance sexuée n'est pas une fatalité naturelle, divine mais bien le produit d'une construction sociale symbolique. Le genre s'exerce dans deux champs fondamentaux, le premier est lié à la division socio-sexuée du travail et des moyens de

production, le second, dans celui du travail de procréation des femmes. Dans cette perspective, le refus du déterminisme biologique va ébranler les bases idéologiques qui justifient les rapports d'oppression entre les sexes.

Dans les années 1960, les travaux des sociologues comme Andrée Michels ou Madeleine Guilbert sur le monde du travail mais aussi de Margaret Mead en anthropologie opèrent un déplacement de l'analyse en termes de nature à celle d'organisation sociale pour expliquer les partitions des rôles entre hommes et femmes et ouvrent un nouveau paradigme pour interpréter le fonctionnement de la société.

Un des autres éléments que va introduire la notion de rôle c'est l'articulation entre deux niveaux d'analyse, le niveau des conduites concrètes, les pratiques et le niveau des représentations, des formes de symbolisation. La distinction terminologique entre le sexe et le genre voit le jour dans les années 1960 avec les travaux de Robert Stoller sur la transsexualité où il distingue le sexe biologique et l'identité sexuelle, le fait de se percevoir homme ou femme et de se comporter en conséquence. C'est en s'appuyant sur ce travail qu'Ann Oakley va « arracher la réflexion sur la différence des sexes à l'illusion "biologisante" ». Elle va être la première à théoriser le terme « gender » en écrivant : « le sexe est un mot qui fait référence aux différences biologiques entre mâles et femelles, le genre est un terme qui renvoie à la culture, il concerne la classification sociale en masculin et féminin et on doit admettre l'invariance du sexe tout comme on doit admettre aussi la variabilité du genre ». À la fin des années 1960, Andrée Michels s'est interrogée sur l'inégalité et le pouvoir dans la vie familiale. Elle a considéré le mariage comme une forme d'échange inégal de ressources inégales.

Dans les années 1970 et 1980, notamment en France, vont s'élaborer plusieurs notions telles que celles de rapports sociaux de sexe, de sexe social qui dénoncent un double rapport inégalitaire, celui des sociétés qui utilisent l'idéologie de la définition biologique du sexe pour construire la hiérarchie des genres et celui des sociétés qui manipulent parfois la réalité biologique du sexe à l'effet de cette différenciation sociale. Les féministes matérialistes telles que Christine Delphy, Colette Guillaumin, Nicole Claude-Mathieu, Monique Plaza, Paola Tabet considèrent que la construction des relations de genre est caractérisée par un lien de domination qui amène, dans un second temps, l'idée que la différenciation des sexes est elle-même culturellement construite. Dans cette approche, le genre n'est pas pensé comme un simple fait social qui pourrait s'extraire du sexe mais comme un rapport social hiérarchisant. La parution en 1988 de l'article de Joan Scott publié dans les *Cahiers du Grif* « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » va contribuer à légitimer l'usage de ce terme en France « le genre est un élément constitutif des rapports sociaux fondés sur des différences perçues

entre les sexes et le genre est une façon première de signifier les rapports de pouvoir ».

Dans les années 1990, les travaux de Judith Butler opèrent une mise en question radicale de la pensée sur le genre dans son rapport à la sexualité. Cette philosophe veut rendre intelligible la multiplication des identités sexuelles et leur prolifération dans les failles d'un système binaire qui oppose et hiérarchise le masculin et le féminin et qui est, de plus, structuré par la norme hétérosexuelle. Le sexe se joue et se rejoue en permanence dans des actes corporels et de langage comme sur une scène de théâtre. D'une certaine manière, pour Judith Butler, « on ne naît pas femme, on le performe ». Elle conceptualise l'identité comme une fonction provisoire et contingente, néanmoins dépendante des régimes de pouvoir.

Pour conclure, la définition du genre, telle qu'elle est à peu près stabilisée en France, peut être considérée comme la construction sociale et historique de la différence des sexes, comme un principe d'ordre, un langage de hiérarchie, un rapport de pouvoir qui pèse sur les femmes comme sur les hommes en les assignant à des rôles. Le genre nomme les rapports de force entre les hommes et les femmes et il souligne la dynamique de l'antagonisme de sexe, dynamique scientifique et politique, donc transformable.

DANIELLE MESSENGER

Merci Delphine Naudier. Serge Hefez, vous êtes psychiatre, psychanalyste, directeur d'Espas et vous allez aborder, non pas la trop classique différence des sexes, mais plutôt l'indifférence des sexes reprenant l'histoire du sexe et du genre à la lumière de la psychanalyse moderne.

SERGE HEFEZ

PSYCHIATRE, PSYCHANALYSTE,
DIRECTEUR D'ESPAS

L'indifférence des sexes

Dans cette dichotomie très claire qui oppose ce qui est de l'ordre de la nature et de la culture, du corps et de la société, il y a une entité intermédiaire, le psychisme. Qu'est-ce qui relève du naturel, de l'inné et des relations sociales dans le psychisme, comment tout cela interagit pour façonner la matière psychique ?

Chaque société assigne et prescrit aux hommes et aux femmes un certain nombre de rôles et leur confère un certain nombre de statuts. George Sand, lorsqu'elle a commencé à porter des pantalons a interpellé l'ensemble de l'architecture de la société sur les rôles du masculin et du féminin, ce qui, depuis la nuit des temps, interroge sur ce que la culture autorise en matière de rôles sexuels.

L'autre question, beaucoup plus complexe que la question des rôles, concerne l'identité de genre. Ramener ce

qui est de l'ordre du sexe, mâle ou femelle à la simple question du corps, et la question du genre à un psychisme qui serait complètement désincarné de cette question du corps pose plus de problèmes que cela n'en résout. On tend comme cela à différencier d'un côté tout ce qui serait de l'ordre d'une vision naturelle, essentialiste, différentialiste, naturaliste de la question des sexes, forcément réductrice et réactionnaire, et une autre qui serait plus moderne, plus sociale, plus universaliste et qui interrogerait le genre. On est entre deux citations extrêmement importantes au XX^e siècle, Freud d'un côté « L'anatomie, c'est le destin » et d'un autre, Simone de Beauvoir « On ne naît pas femme, on le devient ». Comment se construit l'identité entre le destin donné par l'anatomie et l'acquisition progressive du genre ?

Cette question de l'identité de genre apparaît avec Robert Stoller et son étude sur les transsexuels et les intersexuels. C'est à partir de personnes dont la nature sexuée est imprécise ou d'hommes se revendiquant comme ayant une identité de femmes et vice-versa que Robert Stoller interroge l'identité de genre. Existe-t-il finalement une identité au-delà ou en-deçà de la différence de sexes qui ferait que le psychisme serait sexué sur un mode féminin ou masculin avant même la différence de la reconnaissance des sexes ? Au fond, c'est une question un peu paradoxale posée à partir des seules personnes pour lesquelles le fait d'appartenir à une catégorie sexuée est évident. Est-ce le corps qui a un genre, est-ce que le moi qui aurait un genre plus authentique et plus profond, est-ce qu'il y aurait un sexe psychique et un sexe social ? Irène Théry, dans son ouvrage *La distinction de sexe*, pense que l'identité sexuée n'est pas la propriété de la personne mais est une donnée éminemment relationnelle, il n'y a aucune coupure entre ce qui serait de l'ordre du naturel et du spirituel, du corps et de l'esprit. Un être n'est pas clos sur lui-même, il ne se définit pas par ses caractéristiques mais il est fondamentalement constitué, depuis sa naissance, par des relations. Ainsi, il existe des sociétés, où la dénomination d'homme et de femme n'existe pas. Par exemple, chez les Mélanésiens ou les Are'are des Îles Salomon, on appelle différemment son frère et sa sœur selon que c'est un frère qui en parle ou que c'est une sœur. Ce qui est défini par l'appellation n'est pas le sexe de la personne à qui l'on s'adresse mais, le sexe de la relation, selon que c'est une relation qui s'établit entre deux garçons, entre deux filles ou entre un garçon et une fille. Dans nos sociétés et cultures, la façon dont les hommes et les femmes se distinguent et la façon dont ils sont liés entre eux en termes d'attentes est ce qui a le plus évolué au cours de ces dernières années.

Le deuxième point concerne la question des prescriptions et à quel point elles apparaissent comme étant beaucoup plus naturelles que la différence des sexes elles-mêmes. Par exemple, chez les Inuits, quand dans

une famille, il ne naît que des filles et que cette famille attend un garçon, au bout de quatre ou cinq naissances, s'il naît encore une fille, elle sera définie comme étant un garçon et elle aura un destin d'homme. Il est clair que c'est la place de cette personne dans tout un univers de relations qui relie un enfant à sa famille, à l'ensemble de sa société et au reste du monde qui lui confère son identité de garçon ou de fille, puis d'homme ou de femme. Ces deux notions, celle de la relation et de la prescription sont essentielles pour définir l'identité sexuée.

Ce qui intéresse la psychanalyse depuis le début c'est le sexuel, la façon dont un enfant, à partir de sa naissance, construit son identité à partir de son corps, éprouve du plaisir, devient un corps érogène au contact d'autres corps, la façon dont l'esprit, à partir de ces premières sensations corporelles se construit. Le sexuel commence évidemment dès la tétée, dès la succion, c'est à partir de ces premières perceptions que le sexuel se met en place et s'étaye dans la relation avec l'autre. Le nouveau-né est profondément pris dans un bain d'intersubjectivité, la séparation de son esprit avec les autres esprits, de même que la séparation de son corps avec les autres corps n'a pas de sens. Petit à petit cet esprit et ce corps vont s'individualiser à travers des mouvements très complexes, qui ont à voir avec incorporer, rejeter, déféquer, retenir, accepter, refuser, expulser, incorporer, entrer, sortir. Toute la trame du corps et toute la trame psychique se jouent à partir de ces mouvements où le corps invagine, incorpore, avale, admet un certain nombre d'éléments venus de l'extérieur et en refuse, expulse, rejette d'autres. Cette perception du corps pose d'emblée, dans les limbes de la perception, la question de la différence, de la distinction entre des mouvements actifs, passifs, des mouvements qui expulsent et qui intègrent. Il y a aussi tous les rapports avec l'environnement, le dur, le mou, le doux, le rugueux, le convexe, le concave, le saillant, le prégnant puis quand les choses commencent à s'élaborer, le fort, le faible, l'actif, le passif, etc. Bien avant la découverte de la différence des sexes, l'esprit se constitue à partir du corps, autour de la perception des différences que le nouveau-né commence à classer dans un ordonnancement du monde. Un certain nombre de psychanalystes d'enfants ont montré que, très tôt, les bébés distinguaient des objets papa et des objets maman qui préfiguraient le grand classement qui allait se mettre en place psychiquement entre le masculin et le féminin. Vers l'âge de trois ans, ces caractéristiques vont s'étayer sur la différence des organes, sur le fait que le pénis est pénétrant et le vagin pénétré. À partir du moment où cette dualité commence à être intégrée psychiquement, une foule de signes dans la culture vont indiquer à ces enfants que pénétrant est hiérarchiquement supérieur à pénétré. Ce que Robert Stoller appelle l'identité nucléaire de genre est établie à la fin de la première année et elle est immuable à partir de trois ans.

L'anatomie n'est pas le destin mais c'est à partir d'elle et de la représentation d'un univers genré que s'imprime un destin aux petits garçons et aux petites filles. De façon plus ou moins claire, les enfants, quel que soit leur sexe anatomique, vont être assignés à être les représentants d'autres personnages de leur constellation familiale qui peuvent appartenir à un sexe ou à un autre. S'opère un processus de naturalisation à partir du moment où un enfant se reconnaît garçon ou fille, est reconnu comme tel par son environnement et ses pairs qui vont, eux aussi, poursuivre le travail de normalisation.

Judith Butler est la première théoricienne du genre qui s'inspire de la psychanalyse. Elle reprend cette question de l'aspect performatif de la sexualité et de la dualité sexuelle en s'appuyant sur une distinction que fait Freud entre l'introjection d'un côté et l'incorporation d'un autre, ce qu'Abraham Torok a repris sur les questions de la mélancolie notamment. L'introjection est ce mouvement qui fait que l'enfant renonce aux liens avec la mère (le personnage nourricier qu'il soit homme ou femme). En renonçant à ce lien, il l'incorpore et cela lui permet d'en créer d'autres. C'est un enrichissement du moi, il peut nouer d'autres relations de ce type, avec d'autres personnes de son entourage. L'incorporation est un autre mécanisme, la relation est avalée à l'intérieur de soi, elle est comme fossilisée et il est impossible de la recréer avec d'autres. Ce mouvement est à l'origine du mécanisme de la mélancolie, il y a disparition du désir. Judith Butler parle d'une mélancolie de genre à partir du moment où le bébé est appelé à renoncer à cette bisexualité fondamentale qui lui permet d'héberger à l'intérieur de lui tous ces mouvements actif/passif, pénétrant/pénétré, etc. Finalement, nous serions tous, d'une certaine façon, des mélancoliques du genre parce que nous avons amputé toute une partie de nous-mêmes qui faisait que nous hébergions psychiquement à l'intérieur de nous, non seulement les deux sexes mais à partir de là les deux orientations sexuelles possibles, hétérosexuelle et homosexuelle.

L'enfant ne se construit pas, comme on l'imagine, autour d'une identification à du masculin d'un côté et à du féminin d'un autre, mais à ce qui se joue dans la relation entre les sexes. Il est attentif à ce qui se passe entre les deux et c'est à partir de là qu'il classe en termes de masculin et de féminin.

Pour terminer, je vous propose la lecture du roman de Nina Bouraoui *Garçon manqué* qui raconte le jeu croisé entre les quatre identités de l'auteure, algérienne/française, masculine/féminine très éclairant sur la façon dont les enfants construisent leur identité par intégration d'une part et par rejet d'autre part.

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

LUDIVINE DEMENEZ — Vous n'avez parlé de l'existence biologique que de deux sexes, vous avez complètement omis l'hermaphrodisme. Qu'en faisons-nous dans le débat sur le genre ?

SERGE HEFEZ — La question de l'hermaphrodisme est très intéressante. Sur le plan strictement chromosomique, l'hermaphrodisme n'existe pas. Cela dit, il y a tout un tas d'états intersexués qui, sur le plan médical, sont des pseudo-hermaphrodismes. Selon qu'un embryon in utero est inondé d'hormones femelles ou mâles, il peut naître avec un appareil génital femelle en étant un garçon et un appareil génital mâle en étant une fille. Sur le plan anatomique, le corps est féminin au départ et se masculinise chez les garçons, le vagin se referme et le clitoris devient un pénis.

LUDIVINE DEMENEZ — L'hermaphrodisme renvoie à l'identité de genre et les interventions précoces aux questions sociales, culturelles et aux attentes des parents vis-à-vis de l'enfant né. Il y a, par exemple, aux États-Unis, des procès de personnes qui ont été opérées jeunes et qui disent que ce n'était pas leur genre. Alors effectivement, est-ce qu'on peut parler de troisième sexe biologique ?

SERGE HEFEZ — Pour les enfants qui naissent avec un sexe indéterminable, leur caryotype permettra de définir leur sexe biologique. Mais ce n'est pas pour cela que les choses sont forcément plus simples. Souvent, les médecins et les parents vont décider de ne pas laisser l'enfant dans cet état d'intersexuation car il est impossible d'élever un enfant si on ne sait pas s'il est garçon ou fille, de lui assigner une identité, de le lancer dans le monde des humains qui est profondément divisé autour de cette question du genre. Après coup, il y a un certain nombre de personnes adultes qui disent qu'elles ont été mutilées à la naissance d'une partie importante d'elles-mêmes, qu'elles font partie d'un troisième sexe. On est pris dans cette aporie entre ce qui relève de l'enfant et de l'adulte qui a un regard sur lui et son destin d'enfant. Pourtant, il n'est pas sûr qu'il soit si simple que cela de laisser des enfants grandir dans cet état d'incertitude.

DANIELLE MESSAGER — Il y a le livre d'Herculine Barbin redécouvert par Michel Foucault qui en avait fait, semble-t-il, une conférence il y a trente ans. C'est justement l'histoire d'un hermaphrodite élevé comme une fille en 1830 et qui, après la puberté, se voit reconnaître garçon, en souffrira tellement qu'il se suicidera quelques années plus tard. Autre exemple tiré de la Bibliothèque rose, dans *Le Club des cinq* le personnage de Claude qui se revendique garçon, s'habille comme un garçon et ne veut surtout pas être traitée comme une fille.

ANTONIO UGIDOS — Je voudrais citer deux magnifiques romans, *L'infortunée* de Wesley Stace sur la non-incorporation du genre féminin assigné par ce père adoptif à un garçon qui ne se vivra jamais comme cette fille

attendue, et *Middle sex* de Jeffrey Eugenides, livre qui raconte l'histoire d'un enfant intersexué, assigné fille dont toute la lutte sera de se revendiquer garçon. Son orientation est homosexuelle par rapport à son genre et hétérosexuelle par rapport à son identité. Il y a ces trois notions qui se jouent : identité, genre, orientation sexuelle.

SERGE HEFEZ — Ce n'est pas l'identité sexuée, même si cela joue un rôle très important par rapport à l'orientation sexuelle, qui la détermine entièrement.

MERCEDES YUSTA — Est-ce que vraiment tout s'ordonne de façon binaire dans toutes les cultures autour de ces binômes mou/dur, pénétrant/pénétré, actif/passif ?

SERGE HEFEZ — C'est une tendance très spontanée, classificatoire qui permet aussi, à partir de deux pôles, de positionner un certain nombre d'intermédiaires. Tous les signifiants de la culture autour d'un enfant vont amplifier cet ordonnancement, ils vont le rigidifier jusqu'à l'amener à se représenter le masculin et le féminin sur des pôles extrêmement opposés l'un à l'autre, hiérarchiquement différents. À partir de là, il va sélectionner à l'intérieur de lui un certain nombre de qualités qu'il va reconnaître comme étant masculines ou féminines. On ne peut voir le psychisme que dans cette articulation complexe entre l'expérience, la sensation du corps et l'ensemble des représentations sociales.

DANIELLE MESSAGER — Comment cela se passe pour un petit garçon qui aime bien discuter et une petite fille qui aime bien faire la bagarre ? Comment s'est faite l'incorporation pour eux ?

SERGE HEFEZ — Quelque chose dans leur environnement les a autorisés à pouvoir établir une nuance dans la façon dont ils s'identifient à une identité sexuée.

DELPHINE NAUDIER — Pour appréhender la manière dont se construisent le masculin et le féminin, il faut multiplier les variables et les angles d'analyse. Aujourd'hui, tout un mouvement de pensée de la théorie féministe vise à l'intersectionnalité, à cumuler, à la fois, les savoirs psychologiques, sociologiques, la place de l'enfant dans la fratrie, l'histoire de la famille, la position de classe, les aspirations, les prescriptions, etc.

GUILLAUME ACHER, SOCIOLOGUE À L'UNIVERSITÉ PARIS DESCARTES — Est-il souhaitable de déssexualiser certains espaces sociaux ? Par exemple, est-il possible d'imaginer que les individus ne soient considérés, au sein de l'entreprise, ni comme hommes ni comme femmes et qu'est-ce que cela impliquerait ?

DELPHINE NAUDIER — Justement le monde de l'entreprise est un lieu où la bipartition sexuée apparaît dans tous les organigrammes. Vous connaissez le plafond de verre, le fait que les femmes accèdent moins facilement aux positions de pouvoir. Dans l'entreprise tout rappelle les inégalités de traitement entre les hommes et les femmes. Il y a deux niveaux : l'appréciation de sa place dans un espace qui peut être à dominante opposée à la sienne et dans lequel on peut se sentir bien, et d'un autre côté, la perception sociale qui renvoie à la position dans ces espaces.

ANTONIO UGIDOS — La hiérarchisation des valeurs sous-jacente à la dichotomie dur/mou, actif/passif pourrait être renversée, dire à la place de pénétrant/pénétré, et d'accueillant/accueilli. Être passif pourrait être connoté positivement.

SERGE HEFEZ — Dans le tantra, ils opèrent sur ces transformations. Ce sont des exercices proposés aux garçons pour augmenter leur jouissance, la richesse de la sexualité et les échanges.

DANIELLE MESSENGER

Comment les femmes sont apparues dans les livres d'histoire en tant que groupe social, en tant que collectif, comment ont-elles lutté pour intégrer la nation et être reconnues dans leur citoyenneté ? Je donne la parole à Mercedes Yusta, historienne, maître de Conférence à l'université de Cergy-Pontoise.

MERCEDES YUSTA

HISTORIENNE, MAÎTRE DE CONFÉRENCES
À L'UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE

La place des femmes dans l'Histoire

Pour bien comprendre les enjeux de cette question du genre, la dimension chronologique, le fait d'historiser la construction des identités sexuées apparaît fondamental. La place des femmes dans l'Histoire est loin d'être quelque chose d'évident, de visible. Dans les années 1980, le premier colloque qui a eu lieu sur l'histoire des femmes s'intitulait : « Une histoire des femmes est-elle possible ? »

En 1928, Virginia Woolf fait une conférence sur les femmes et le roman suite à son livre *Une femme en soi*. Au cours de son travail de recherche, elle constate que très peu de femmes écrivent avant le XIX^e siècle mais que, en revanche, elles sont omniprésentes dans la littérature masculine. Elle dit à son auditoire : « Mesdames, vous êtes un des animaux le plus commenté sur la terre. » L'image idéalisée que la littérature donnait des femmes n'avait rien à voir avec ce qui se dégageait de la lecture des livres d'histoire. Virginia Woolf utilise l'image parlante du « ver avec des ailes d'aigle ». En prenant en compte ces deux versants, le réel et l'imaginaire, cela crée une espèce d'animal hybride, à la fois fantastique et minable. Elle dit textuellement sur la femme : « dans la littérature, quelques uns des mots et des pensées les plus profondes sortent de sa bouche. Dans la vie réelle, elle savait à peine écrire et c'était la propriété de son mari ».

Une autre femme va faire un constat un peu différent mais aux conséquences similaires, il s'agit de la philosophe Geneviève Fraisse. Dans son livre *Les femmes et leur histoire*, elle écrit : « Un simple morceau de phrase, "le délirant, la bavarde, l'enfant" fut à l'origine de mes recherches, morceau de phrase de Spinoza où le fou, la

femme et l'enfant étaient une même catégorie pour le philosophe : des êtres sans raison aux yeux de l'homme de raison. »

Pourquoi l'histoire a-t-elle été écrite pendant longtemps au masculin et comment les femmes en tant que collectif ont-elles réussi à intégrer ce récit historique ? L'Histoire est, avant tout, le récit de ce que chaque époque a besoin d'entendre par rapport à son propre passé. L'histoire des femmes en tant que groupe social et leur exclusion du récit historique s'entremêlent intimement. En tant que discipline académique, l'Histoire commence à se construire véritablement comme discipline scientifique au long du XIX^e siècle. Elle raconte avant tout l'histoire de la nation, son objectif est de former des citoyens. L'exclusion des femmes de la politique, de la citoyenneté et des lieux de savoir marque aussi leur exclusion de l'Histoire. L'Histoire a été écrite par des hommes, des historiens qui sont aussi au XIX^e siècle des hommes politiques comme François Guizot en France et Antonio Canovas del Castillo dans le cas de l'Espagne. Les arguments pour exclure les femmes du récit historique vont avoir recours au discours scientifique de l'époque qui est avant tout normatif et va expliquer de façon rationnelle, scientifique, l'infériorité féminine avec des arguments qui paraissent grotesques, comme par exemple les mesures du crâne. On parle de deux sphères séparées et pratiquement étanches : une sphère publique où se passait la vie de la cité, où avaient lieu toutes les activités qui ont un rapport avec la politique, l'économie, les échanges, la construction de l'opinion publique et une sphère privée qui était celle de la vie familiale domestique où se déroulait la vie des femmes. Il n'y avait que les hommes qui pouvaient circuler entre les deux. C'était la protection de cette sphère privée qui était l'obligation première des femmes et leur destinée était complètement associée à l'accomplissement de ce qui était perçu comme leur fonction sociale première, c'est-à-dire la maternité. Cette assignation de rôle était codifiée en termes de naturalisation.

Autour des années 1920, s'opère un changement de paradigme dans la façon d'écrire l'Histoire autour de la revue des *Annales* qui s'intéresse à des sujets portant sur la vie des classes populaires, leur culture, la démographie. Mais la première fois qu'il sera question d'une histoire des femmes d'un point de vue scientifique, c'est le moment où Simone de Beauvoir publie *Le deuxième sexe*. Ce livre qui paraît en 1949 a une première partie qui s'appelle « Les faits et les mythes ». Elle retrace une histoire des rapports entre les hommes et les femmes, comment s'est construite, historiquement, la domination d'un sexe sur l'autre. Elle donne un aperçu de ce qu'on va appeler plus tard, le genre.

Il va falloir attendre les années 1960 et l'émergence du mouvement féministe pour que cette pensée puisse finalement se développer dans une histoire qui prendrait comme sujet les femmes et leur devenir historique collectif. Mais pour que cela se produise, il faut, d'une

part, l'émergence d'un mouvement politique de revendications des droits des femmes et, d'autre part, l'abandon définitif du paradigme positiviste, et l'émergence de l'histoire sociale. Les femmes, à partir de la Révolution française, ont commencé à prendre conscience individuellement et ensuite collectivement de leur discrimination au sein de la société, à lutter pour intégrer ces nations qui se construisaient tout au long du XIX^e siècle et devenir des citoyennes à part entière. Avant, cette discrimination des femmes passait inaperçue au sein de la société de l'Ancien Régime où existaient beaucoup d'autres sortes d'inégalités. Avec la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, les femmes se rendent compte qu'elles ont été exclues de cette égalité prétendument universelle, uniquement en raison de leur sexe. Cela provoque une prise de conscience, une femme, Olympe de Gouges, écrira une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne.

Dans les années 1960 commence à s'écrire une histoire des femmes qui essaie de boucher les trous d'un récit historique écrit au masculin. À partir des années 1980 et 1990, elle va devenir une histoire du genre, comment se construisent les rapports des hommes et des femmes et pourquoi ils ont été historiquement des rapports de domination. Actuellement, l'histoire culturelle est le paradigme dominant dans la science historique qui avait été, en quelque sorte, devancé par l'histoire du genre qui s'attache à faire émerger tout le réseau des significations, des symboles et des discours. Encore aujourd'hui, les femmes sont confrontées à la difficulté d'être perçues en tant que sujets autonomes, actrices de leur propre histoire. Parue aujourd'hui dans le journal gratuit *Direct matin* la brève suivante : « La Journée de LA femme se déroulera le 8 mars pour rendre hommage à ces mères, filles, épouses ou amantes. » Ceci montre à quel point les femmes ont encore du mal à être définies par elles-mêmes !

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

HÉLÈNE FREUNDLICH, SIDA INFO SERVICE — Comment la religion a regardé les femmes qui créaient dans différents domaines ?

MERCEDES YUSTA — Il n'y avait pas d'interdit de nature religieuse, mais plutôt par rapport à l'ordre de genre. Cela relève de cette attribution binaire qui associe les hommes à la culture et les femmes à la nature. Par ailleurs, une femme qui écrit s'expose publiquement et cela est considéré comme impudique. En Espagne, il y a le cas de Fernan Caballero qui signe avec ce surnom masculin parce qu'elle-même considérait que ce n'était pas le propre d'une femme d'écrire et de publier. Virginia Woolf parle beaucoup de cette difficulté des femmes qui ont cet élan de la création. Elle pense que beaucoup n'ont pu donner le meilleur d'elles-mêmes

parce qu'elles étaient possédées par la colère et l'amertume. Le fait d'avoir une culture, de la connaissance pour une femme savante était perçu comme quelque chose de masculinisant, en espagnol, il existe un mot « marimacho » (plus fort que garçon manqué).

DANIELLE MESSENGER

Carla Boni, vous êtes présidente d'honneur de l'association Gays et lesbiennes. À partir d'un historique de la notion d'homophobie, et malgré des avancées quoique insuffisantes mais réelles dans certains pays, vous allez nous dire combien l'homosexualité est réprimée et le sexe féminin opprimé.

CARLA BONI

**PRÉSIDENTE D'HONNEUR
DE L'ASSOCIATION DES PARENTS
GAYS ET LESBIENS (APGL)**

Sexisme et homophobie : quelle parenté ?

En ce qui concerne les droits des femmes, nombreuses sont les personnes qui les considèrent comme acquis. On oublie qu'en France les femmes perçoivent un salaire en moyenne inférieur de 20 % (à travail égal) aux salaires des hommes, et qu'elles font 80 % du travail ménager et éducatif. Dans des pays comme l'Inde, vingt millions de femmes ne sont pas nées à cause de l'avortement sélectif, ou sont mortes petites filles par manque de soins ou de vaccins, sans parler des cent vingt millions de femmes excisées dans le monde. La loi sur la parité en France n'élimine pas les inégalités hommes/femmes mais a l'avantage de poser clairement un vrai débat de société sur la question.

Une opinion assez répandue laisse entendre qu'aujourd'hui l'homosexualité est largement acceptée ; la preuve, on en parle partout dans les journaux, à la télévision, au cinéma. Et les droits des homosexuels avancent au Canada, en France, en Espagne. Mais c'est vite oublier la déportation des homosexuels au XX^e siècle, que l'homosexualité est punissable dans quatre-vingts États du monde d'une peine de prison de dix ans, et de la peine de mort dans douze pays. C'est oublier aussi les harcèlements au travail, à l'école, la non-reconnaissance de droits élémentaires ou le fait que l'homophobie est le seul racisme sans le minimum d'une loi protectrice.

En dehors de cette homophobie courante et universelle affleure les grandes crises d'homophobie d'État qui vont souvent de pair avec de grandes crises politiques ou économiques. L'homosexualité y assure toujours le rôle de bouc émissaire classique. C'est pourquoi, selon le moment historique, l'homophobie servira à souligner les travers d'un adversaire à éliminer. L'homosexualité est toujours nécessairement le signe d'une société décadente quelles que soient les circonstances historiques.

Une loi contre l'homophobie et les abus du sexisme serait la simple reconnaissance de réalités discriminatoires.

Il est important de comprendre que l'infériorisation de la féminité par rapport à la masculinité a toujours existé historiquement. Dans l'Antiquité grecque, la seule sexualité autorisée aux femmes était conjugale, alors que pour les citoyens adultes hommes, tout était permis, sauf ce qui pouvait remettre en cause leur position sociale, le plus grand risque étant de se mettre en position « d'inversion » des rôles quelle qu'en soit la forme. Toutes les attitudes dites « molles » étaient condamnables : se laisser pénétrer, accomplir une fellation, un cunnilingus ou se laisser chevaucher par une femme. Dans la culture chrétienne de la sexualité, à partir du XI^e siècle et de l'obligation de se marier, l'homme et la femme sont théoriquement à égalité face à l'interdit de la fornication. Rapidement, toute sexualité en dehors de la position dite du missionnaire est interdite et taxée, à son tour, de sodomie. Historiquement, même lorsque l'homosexualité fait partie de la vie sociale, seul le comportement dominant est valorisé, car non assimilé à l'infériorité « naturelle » des femmes.

Il est difficile d'évoquer historiquement les lesbiennes, ce qui les caractérise le plus, c'est leur invisibilité. D'abord, l'Histoire fut écrite presque exclusivement par des hommes, sur des hommes, et les femmes n'y figuraient souvent que comme propriété ou objet de désir. Les contenus lesbiens des poésies de Sappho furent longtemps censurés. Force est de constater que l'attitude générale face à la sexualité des femmes a toujours été de la subordonner à celle des hommes, ou de la considérer comme néfaste, ou entité négligeable face à l'aspect irrépressible du désir masculin. Dans presque tous les mouvements féministes, l'homosexualité féminine, qui en est une composante non négligeable, a été assignée à l'invisibilité par crainte de nuire à une nécessaire évolution de la condition féminine.

L'absence des femmes en politique tient pour beaucoup à la misogynie des partis politiques. Notre culture du masculin et du féminin s'enracine dans l'idée que le public est zone privilégiée du masculin (action) et le privé celui du féminin (discretion). Depuis la Révolution française, « Les hommes naissent libres et égaux en droit », ce qui fait de la masculinité le référent universel et de la femme « un homme » juridique. À quand en France la Déclaration des droits humains ?

Dans des représentations très répandues, l'affectif des homosexuels est cantonné à la sexualité, de même, pendant des siècles, les femmes ne sont reconnues qu'à travers leur nature sexuée et reproductrice. Cela vient sans doute de la condamnation religieuse de la sexualité et du fait que l'homosexualité n'est vue que comme une sexualité sans « l'excuse » reproductive. La femme est discréditée en raison de sa nature et l'homosexuel parce que contre-nature.

Pour combattre l'homophobie, il faut bien prendre la mesure des peurs réelles et fantasmatiques que suscite l'homosexualité. L'homosexualité est encore, pour certains, du domaine de l'impensable, à priori toute sexualité humaine « normale » est hétérosexuelle. Pour ceux qui vivent l'hétérosexualité comme seule possible, l'existence d'homosexuels est en soi la pire des menaces. Toute la société distille, à partir de la plus petite enfance, des images tranchées de ce qu'est un vrai garçon, une vraie fille, une vraie femme et un vrai homme. La peur de l'homosexualité permet de garder intacte la transmission des stéréotypes hommes/femmes.

Pour le sociologue Daniel Welzer-Lang, il y a deux types d'homophobie : l'homophobie particulière qui s'adresse aux homosexuels, et l'homophobie générale qui participe à la construction du masculin et, dans une moindre mesure, à celle du féminin. Pour lui « L'homophobie générale n'est qu'une manifestation du sexisme, c'est-à-dire la discrimination des personnes en fonction de leur sexe (mâle/femelle) et plus particulièrement de leur genre (féminin/masculin). » Ainsi, le fait que les termes injurieux les plus utilisés sont « cons, connerie, pédé ou enculé » est tout sauf un hasard. Il montre comment par la force et souvent par une violence ritualisée, est stigmatisé tout écart au modèle masculin « convenable ». Et cela du club de foot à l'armée, par une éducation faite par les pairs dans ce qu'il appelle « les maisons des hommes ». Ces violences sont nourries par les constructions hiérarchisées des genres, homophobie et domination des femmes sont les deux facettes d'un même modèle. Le sexisme organise la domination, l'homophobie vient sceller la cohésion entre dominants.

L'opposition obstinée que rencontre l'homoparentalité découle de ces constatations. Que signifie pour notre société le fait que des enfants peuvent être élevés par deux hommes ou deux femmes sans problèmes notoires pour ceux-ci ? Ce n'est pas seulement le rôle social de père ou de mère qui est mis en question, mais bien le comment de la parentalité, indépendamment du sexe et de la sexualité.

Il est essentiel de faire un travail sur l'homophobie et le sexisme dès l'école primaire voire la maternelle, pour que les choses évoluent et que les problèmes dans les relations filles/garçons cessent de s'aggraver. Par ailleurs, des études montrent que les adolescents qui se « sentent » homosexuels paient un lourd tribut en suicides. Et cela ne changera pas tant que tout un chacun pourra les insulter dans la quasi indifférence. Le silence sur l'homosexualité justifie la légitimité des violences faites aux homosexuels mais aussi aux femmes, en laissant trop de place à la loi du plus fort comme valeur sociale valable.

DANIELLE MESSEGER

Michèle Loup, vous êtes conseillère régionale chargée de la mission égalité femmes/hommes dans les politiques régionales d'Île-de-France. Où en est-on dans la prise en compte de cette notion de genre dans la politique du conseil régional ?

MICHÈLE LOUP

CONSEILLÈRE RÉGIONALE D'ÎLE-DE-FRANCE,
MISSION ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES
DANS LES POLITIQUES RÉGIONALES

L'expérience du conseil régional dans la prise en compte du genre

Le conseil régional est une instance paritaire, sur deux-cent-neuf élus, il y a à peu près autant d'hommes que de femmes. Or, ce n'est pas parce qu'il y a beaucoup de femmes dans une institution que pour autant elles ont à cœur de modifier les politiques et d'améliorer celles-ci pour une meilleure égalité.

La mission « Égalité femmes/hommes » n'a ni budget, ni moyens. Elle agit de deux façons : soit par des amendements budgétaires, une dizaine ont été présentés en faveur d'une politique pour une meilleure égalité des femmes et des hommes, soit en essayant de convaincre les différentes vice-présidentes et vice-présidents d'agir sur ces thématiques.

L'institut Émilie du Châtelet, fédération de recherche a été créé à l'initiative du vice-président à la Recherche et à l'Enseignement supérieur qui en a fait un domaine d'intérêt majeur (Dim) au conseil régional. À travers cet institut, sont financées des bourses, des allocations doctorales et post doctorales de recherche sur le genre. Un échec relatif concerne le *Rapport sur l'engagement régional pour une politique intégrée de lutte contre les discriminations* dont le titre ne précise pas : « et pour l'égalité femmes/hommes ». En effet, je pense que c'est un problème de considérer les femmes comme une des dix-huit discriminations alors qu'elles représentent 53 % de la population.

Concernant la formation professionnelle et l'apprentissage, sur le site www.lesmetiers.net, les noms de métiers ont été mis dans les deux genres et la moitié des vidéos ont montré des femmes en situation d'exercice professionnel. Mais, les définitions des compétences requises restent marquées par des stéréotypes traditionnels, les femmes doivent être douces, patientes, les hommes actifs, inventifs. Une prime incitative de 500 euros supplémentaires est accordée aux employeurs qui acceptent de prendre une jeune fille sur un métier dit « masculin ». Il reste cependant à faire la même chose pour les garçons.

Des actions ont été menées sur les femmes victimes de violences et le logement. Cette année, une délibération du conseil régional d'Île-de-France est passée avec un système qui permet de mettre à la disposition des asso-

ciations de femmes victimes de violences les logements non utilisés par le personnel de la Région. Une allocation de 1 500 euros est également attribuée à ces femmes pour les aider à l'aménagement du logement.

Concernant l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), l'hôpital d'Argenteuil-Bezons, dans lequel je suis administratrice, pratique 2 % des IVG, l'autre hôpital du secteur 8 %, et 90 % sont réalisés par le privé. Ceci est dramatique pour les jeunes filles et pour les femmes issues des quartiers populaires. Les hôpitaux qui pratiquent peu d'IVG mettent en avant la clause de conscience des médecins. En mars 2006, une délibération du groupe politique des verts a été proposée pour améliorer l'accès à l'information sur la contraception et à l'IVG. Un budget de six millions d'euros a été voté : en investissement pour des améliorations, des extensions aux centres existants ou des créations ainsi que pour l'achat de dix échographes par an et en fonctionnement, une aide aux associations pour faire de l'information et de la formation. Le troisième volet de cette délibération a permis de réaliser une grande campagne d'information tout public qui a eu lieu deux années consécutives en février 2008 et 2009 dont le message était : « Sexualité, contraception, avortement : un droit, mon choix, notre liberté ». Au mois de juin, le conseil régional d'Île-de-France a signé la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale.

Le dernier amendement budgétaire porte sur la création d'un centre ressources à l'égalité femmes/hommes pour faire changer les mentalités des élu-e-s, des enseignant-e-s, des travailleur-se-s sociaux, des lycéen-ne-s...

ÉCHANGES AVEC LE PUBLIC

GUILAUME ACHER, SOCIOLOGUE À L'UNIVERSITÉ PARIS DESCARTES — N'y a-t-il pas un effet pervers à la loi sur la parité dans le sens d'un renforcement des qualités essentielles liées au sexe ?

MICHÈLE LOUP — Maintenant qu'il y a parité, certains considèrent que les problèmes sont réglés. Cela se conjugue avec un effet pervers qui vient de l'Union européenne dans l'approche intégrée transversale de l'égalité hommes/femmes au détriment d'actions spécifiques et de mesures de rattrapage pour un rééquilibrage en faveur des femmes.

LUDIVINE DEMENEZ — Il y a encore trois mois j'étais plombier et je n'ai pas envie qu'on m'appelle plombière – c'est un dessert à base d'alcool ! Il vaut mieux se battre sur l'accessibilité à la formation car l'Éducation nationale continue d'orienter les garçons vers le bâtiment et les filles vers la comptabilité.

MICHÈLE LOUP — Il y a la convention interministérielle qu'il serait important de mettre en œuvre pour l'égalité des filles et des garçons dans le système éducatif. Elle a été signée en juin 2006 par neuf ministères. Il faudrait maintenant qu'elle soit déclinée au niveau du conseil régional.

GWENAELE PRÉAU, DOCUMENTALISTE, CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE — N'est-ce pas une contradiction de faire des campagnes d'information sur l'avortement alors qu'il est de plus en plus difficile d'y avoir accès en France ? Dans d'autres pays européens, la clause de conscience des médecins n'existe pas, qu'est-il possible de faire en France ?

MICHÈLE LOUP — Il faut permettre aux femmes de pouvoir obtenir le plus rapidement possible la meilleure information même s'il y a des problèmes d'accès à l'IVG. À côté de la clause de conscience, il y a le problème de la formation des médecins, l'IVG ne représente que sept heures de formation dans leur cursus. C'est un acte qui n'est valorisé ni symboliquement, ni financièrement, aucun médecin ne veut le pratiquer. En France, chaque année, plus de 1 500 femmes partent à l'étranger pratiquer une IVG, l'ayant pourtant demandée dans les délais et n'ayant pu y avoir accès.

FRANÇOISE JUNGER, CRIPS NORD-PAS-DE-CALAIS — Je ne peux pas laisser dire que l'accès à l'IVG est difficile pour toutes les femmes et pas seulement pour les jeunes filles. Les femmes de 35 à 45 ans sont la première catégorie qui y ont recours. Dans la région Nord-Pas-de-Calais, une femme qui est en demande d'IVG l'obtient dans la semaine qui suit. Je fais partie du comité de pilotage qui a été créé sur cette question et la région a une politique volontariste. Pour pallier au déficit de médecins, des formations universitaires aux gestes de l'IVG et à la contraception sont ouvertes à tous les médecins généralistes.

MICHÈLE LOUP — Les bonnes pratiques du Nord-Pas-de-Calais avaient été pointées. Il y a trois régions mal placées : Île-de-France, Provence - Alpes - Côte d'Azur (Paca) et Corse.

ANNICK FLOURET, PLANNING FAMILIAL D'ORLÉANS — Ils sont en train de mettre en place des vacations au planning qui ont permis à de jeunes médecins de se former avec les plus anciens. Ils sont en train d'essayer de mettre en place l'IVG de ville, dispositif plus léger.

BRIGITTE REBOULOT, CRIPS PACA — Effectivement, la région Paca arrive en deuxième position après l'Île-de-France en termes de nombre d'IVG. La France est aussi le premier pays européen sur le plan de la natalité, cela veut dire que ce sont les mêmes femmes qui utilisent la contraception, qui font des enfants et qui avortent. En région Paca, a été mis en place un numéro vert du Planning familial. Dans les Bouches-du-Rhône, le bilan de l'année 2007-2008 montre que, grâce à celui-ci, plus aucune femme n'est allée, pour des raisons de dépassement de délais, avorter à l'étranger. Concernant le rôle politique des élus sur la déconventionnalisation des centres de planification annoncée, c'est catastrophique. À qui les femmes pourront-elles s'adresser pour avoir un accès à la contraception et à l'IVG ?

ZOUHAIR BAIDOURI, VOLONTAIRE CAFÉ LUNETTES ROUGES — Le sujet des hommes victimes de violences n'a pas été abordé.

MICHÈLE LOUP — L'année dernière, 166 femmes ont été tuées par leur conjoint, 30 hommes tués par leur conjointe dont les deux tiers étaient en réaction aux violences subies. Beaucoup d'hommes sont victimes de violences mais de la part d'autres hommes.

ANTONIO UGIDOS

Merci aux intervenantes, intervenants et au public qui ont apporté une grande richesse à ce débat. Nous sommes partis de données sociologiques, philosophiques, psychanalytiques, historiques pour arriver à des éléments de la vie politique et quotidienne. C'est un très beau champ de réflexion qui a été ouvert. Le titre de la rencontre était Questions de genre ? Le questionnement a démarré et il est loin d'être fini.

Bénédicte Astier
Isabelle Baldisser
Antonio Ugidos

ISSN 1242-1693

CRIPS